Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 82 (1994)

Heft: 4

Artikel: Ailleurs dans le monde

Autor: Khan-Akbar, Maryam

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-286812

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

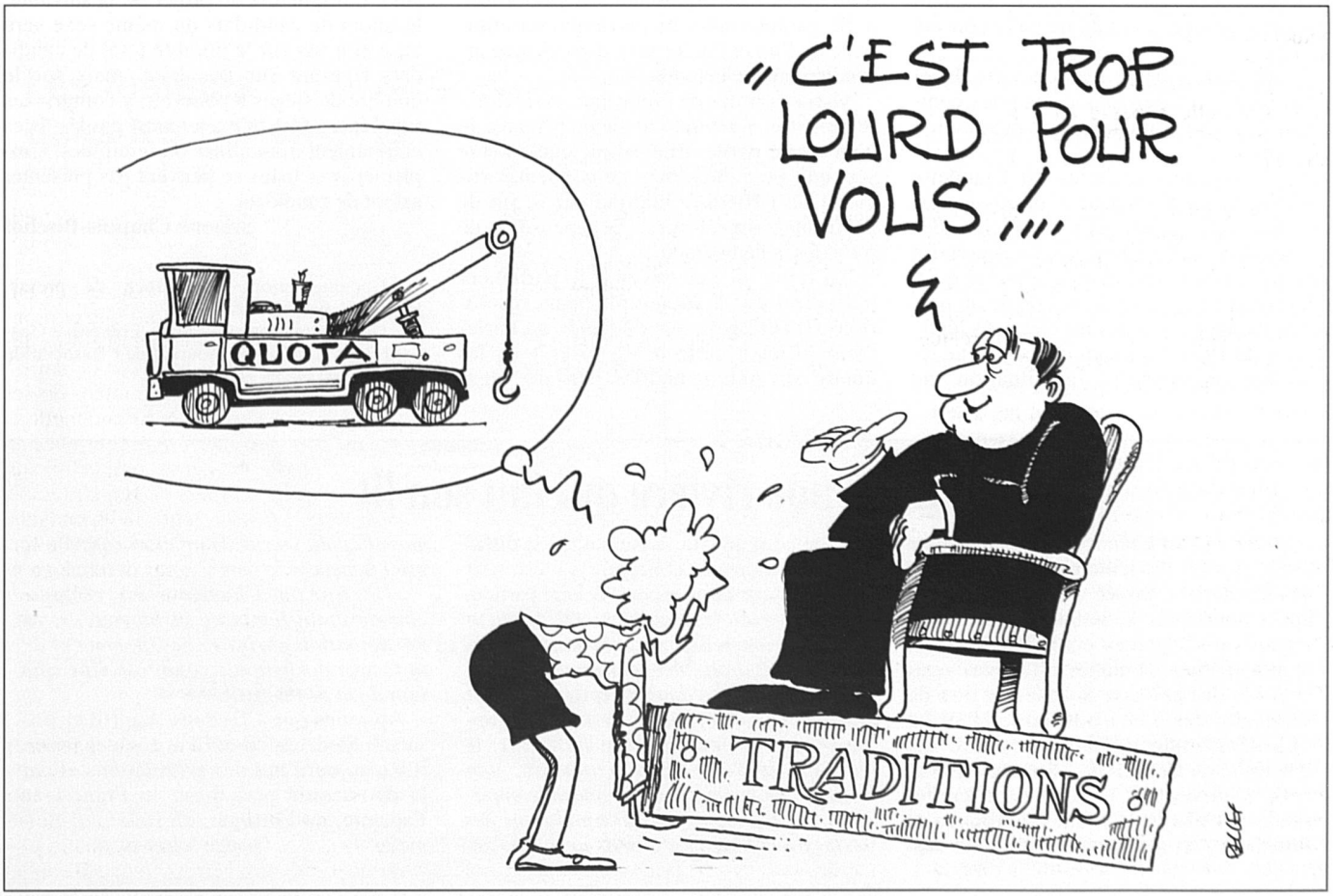
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Ce siècle aura vu sous toutes ses latitudes (et parfois dans les pays où l'on s'y attend le moins comme la Turquie et le Pakistan) un certain nombre de femmes accéder à des fonctions de prestige. Kim Campbell au Canada, Tansu Ciller en Turquie, Hanna Suchocka (jusqu'en septembre 93) en Pologne, Vigdis Finnbogadöttir en Islande, Gro Harlem Brutland en Norvège, Mary Robinson en Irlande, Maria Liberia Peters aux Antilles néerlandaises, Mary Eugenia Charles en Dominique, Violeta Chamorro au Nicaragua, Khaleda Zia au Bangladesh et Benazir Bhutto au Pakistan, sont aujourd'hui cheffes, de gouvernement ou d'Etat. Cela ne fait que onze femmes pour quelque cent cinquante pays dotés d'un système parlementaire.

La politique reste toujours une affaire d'hommes. Une enquête de l'Union interparlementaire confirme que «presque partout les femmes restent largement exclues du pouvoir politique». Sauf dans les pays nordiques, où elles dépassent 30% au Parlement. La Norvège est en tête dans le domaine de la féminisation du politique. Gro Harlem Brutland, qui gouverne ce pays depuis 1986, a nommé neuf femmes dans un gouvernement qui compte vingt-et-un membres. On retrouve le même pourcentage au Parlement. En dessous de 7%: Grande-Bretagne, Espagne, Portugal, Grèce, Turquie. En France, patrie d'Olympe de Gouges, les femmes députées occupent moins de 6% de sièges à la Chambre. Au-dessus de 15%: Allemagne, Benelux, Islande et Suisse. Quant aux pays de l'Est, les femmes ne sont que 8% dans les parlements contre 25% en 1988. Le retour à l'économie de marché n'a pas amélioré leur situation. Mais d'une manière générale, le régime communiste n'avait pas fait la part belle aux femmes.

Ailleurs dans le monde

En Suisse, la lutte pour faire progresser l'égalité des deux sexes dans le domaine académique et politique n'a pas toujours été facile. Les pionnières Marie Goegg Pouchoulin, Camille Vidart, Pauline Chaponnière et Emilie Gourd ont ouvert la voie. Elles ont lutté pour faire progresser l'égalité politique des deux sexes dans ce pays démocratique. Le 7 février 1971, l'égalité politique au niveau fédéral fut accordée aux femmes suisses. Mais le combat est loin d'être terminé. Pour la Genevoise Christiane Brunner, cela ne signifie pas qu'il soit perdu d'avance. Elle met en évidence la nécessité d'une représentation féminine au gouvernement. Son audace heurtera la sensibilité de la majorité de la classe politique suisse. Mais Ruth Dreifuss est là, propulsée en moins d'une semaine à la magistrature suprême. Ruth Dreifuss devient la deuxième conseillère fédérale, après Elizabeth Kopp qui a dû démissionner en 1988 suite au scandale qui a ruiné sa carrière politique.

Quelles que soient les difficultés, aujourd'hui les femmes sont parvenues à occuper une place dans la société politique. Personne ne songe d'ailleurs à la leur contester. Leur participation à la vie politique est même considérée comme une condition nécessaire de la démocratie. Et leur exclusion dans le passé comme un oubli ou encore un retard de la conscience. Reste à savoir si leur engagement doit se limiter à un simple acquiescement aux possibilités qui leur sont laissées? Ou doivent-elles encore dénoncer les insuffisances, les exclusions? Démasquer le jeu subtil entre l'invite à la participation dans les affaires politiques lorsqu'elles se plient aux règles, et le rejet lorsqu'elles décident de définir ou encore de changer ces mêmes règles? Il faut donc suivre le combat sur un autre front. Pourquoi? Pour éviter à l'Histoire un autre retard de la conscience.

Maryam Khan-Akbar